



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1451>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 849 - octobre 1986 -

Date de mise en ligne : mardi 1er avril 2008

Date de parution : octobre 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Vous ne serez sans doute pas surpris qu'en ces temps de rentrée je vous parle un peu de ce que j'ai glané dans la presse pendant les vacances.

Tout d'abord un titre fracassant dans « le Monde » du 8 août donnait une interview de Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : « L'objectif n'est plus le plein emploi productif ». Diable, c'est là une véritable révolution culturelle pour un ministre (et pour « le Monde » aussi !). Constatant que 2,5 millions de chômeurs est un nombre incompressible, M. Séguin déclare « Il faut dire les choses comme elles sont : le secteur productif et le tertiaire traditionnel ne peuvent plus eux seuls répondre à la demande. Quantitativement, c'est une évidence. Les réserves de productivité de l'industrie et des services classiques sont énormes, et la compétition internationale les fera jouer toujours plus à plein. Il y a désormais un décalage structurel entre le rythme de l'évolution technologique et la capacité d'adaptation, sur la base des modèles traditionnels du corps social... Et si on tentait d'attendre bêtement la fin du chômage, voyons ce qui s'est passé au Royaume-Uni. Je suis de ceux qui estiment que Mme Thatcher a plutôt réussi sa politique économique. Mais l'amélioration de l'emploi... n'a pas empêché l'augmentation du chômage... C'est un sacré sujet de réflexion ».

Mais ne vous réjouissez pas trop tôt et n'oubliez pas que M. Séguin va vous proposer l'économie distributive ! Reconnaisant qu'il existe déjà en France une société duale (encore un bon point pour cette franchise), le ministre entreprend l'apologie du « nouveau secteur » (paraphrase des entreprises, travail à domicile, activités d'utilité collective,...) et propose de « réintégrer dans l'économie officielle tout ou partie de l'économie souterraine qui s'est développée à notre insu ». Evidemment tous ces emplois mirifiques, il n'est pas question de les payer décemment, ne serait-ce qu'au SMIC.

Reconnaissons, cependant, que c'est la première fois qu'un ministre en exercice reconnaît l'impossibilité du plein emploi : c'est déjà un progrès !

Plus retardataire qu'un ministre, le secrétaire général de la CFDT se scandalisait des 2 à 2,5 millions de chômeurs « incompressibles » que reconnaissait M. Seguin et, dans une belle envolée, s'indignait : « Eh bien, non ! Franchement non ! Parce que le syndicalisme authentique reste bien vivant, c'est-à-dire porteur de sens pour les salariés, tous les salariés, et donc pour la société toute entière, il lui appartient par un grand effort sur lui-même de montrer comment surmonter l'inacceptable. » C'était une phrase pour meubler parce que ça ne veut pas dire grand chose... Mais les solutions que propose E. Maire, c'est : -en premier lieu donner une impulsion nouvelle à l'action de redressement économique et de création d'emplois... » (toujours le même refrain !). Et plus loin : « Le nerf de la guerre l'atout décisif pour gagner la bataille économique moderne, ce n'est pas le capital, c'est le travail ; une stratégie financière peut faire rentrer les capitaux. Mais si l'investissement stagne aujourd'hui en France, ce n'est pas faute de capitaux, c'est faute de rentabilité des entreprises ». Ce brave Edmond devrait quand même savoir que pour être rentable une entreprise doit s'automatiser au maximum et donc supprimer de la main-d'œuvre, puisque le travail humain est plus cher que le travail des machines. Ce n'est donc pas en investissant davantage qu'on créera des emplois... Rejoignant Séguin, Maire propose « des activités utiles partiellement solvables, actuellement inexplorées ou abandonnées au travail noir » (services industriels à domicile, entretien de l'habitat, services ménagers, garde des enfants,...). Moyennant quoi, Maire conclut : « il est possible, dès aujourd'hui, de donner à chacun dans ce pays soit une activité, un salaire ou une ressource. Cela n'ira pas sans risques, c'est vrai. Souvent ceux qui ont un emploi ne voient pas d'un bon œil le changement nécessaire à la réalisation du chômage zéro ».

Ce brave Edmond, il ne dit pas que des bêtises, il est plein de bonnes intentions, mais il a encore l'air de

croire que la gâteau qu'on a se partager est de taille constante et qu'il faut prendre aux uns pour donner aux autres. Il n'a pas encore compris ce qu'était la révolution technologique que nous sommes en train de vivre.

Entre 1980 et 1985 la population agricole des Etats-Unis a diminué de 11,5 %, ce qui ramène à 5,36 millions le nombre d'américains vivant dans une exploitation agricole, soit 1 sur 45, alors qu'il y en avait 1 sur 7 en 1950 et 1 sur 4 en 1930. Ce qui n'empêche pas les États-Unis de ne plus savoir que faire de leur production agricole. L'abondance pose évidemment bien des problèmes ! A tel point que pour faire plaisir à ses agriculteurs (qui sont aussi ses électeurs), Reagan veut vendre du blé subventionné à l'Union Soviétique. Et ce pour 4 millions de tonnes. Le problème, c'est que les soviétiques ne veulent plus accepter les règles du jeu jusqu'ici fixées par les américains : ils ne veulent plus payer 100 % du prix à l'embarquement et se réservent le droit de renvoyer une cargaison aux frais des américains si le grain ne passe pas aux yeux des experts soviétiques les spécifications requises. Qui plus est, ils veulent aussi bannir des « conditions du marché », c'est-à-dire en ce moment, payer leur blé moins cher. Ils savent qu'ils ont tout intérêt à attendre et ils ne s'en privent pas.

Autre fait de l'abondance, les producteurs de café vont contrôler leurs ventes sur le marché afin d'éviter la surabondance de l'offre qui a provoqué depuis le mois de Mars une chute brutale des prix. A la fin de l'année 1986 la plus grande mine européenne de tungstène, située à Couflens dans l'Ariège, fermera ses portes. Elle ne serait, paraît-il, plus rentable, les cours ayant chuté de 75 à 33 francs le kilo. C'est, disent les experts, la conséquence de la baisse du dollar... Anecdote mais révélateur : le gouvernement Chirac veut rétablir le privilège des bouilleurs de cru !